



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET INSTALLATIONS
CLASSÉES

Arrêté du **- 3 JUIN 2022**

**portant prolongation d'une durée de 6 mois de l'autorisation d'exploiter la carrière de
Baldersheim (68) par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.)**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du livre V, le titre 8 du livre 1^{er} et les articles R.181-45, R.181-46 et R.512-39-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU les actes préfectoraux autorisant et réglementant l'exploitation de la carrière de Baldersheim (68) par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.), dont notamment l'arrêté préfectoral n° 2006-160-13 du 9 juin 2006 qui autorise l'exploitation des installations du site de la carrière pour 16 ans ;

VU la demande de renouvellement de l'autorisation, déposée le 19 avril 2021, par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.), dont le siège social est situé 150 rue de Pfastatt, 68260 KINGERSHEIM, pour notamment l'exploitation de la carrière de Baldersheim au lieu-dit « Wolfaecker », pour une durée de 10 ans sur un périmètre de 23 ha 44 a 55 ca ;

VU la décision préfectorale du 29 décembre 2020 relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, projet de renouvellement de l'autorisation d'exploiter la carrière située à Baldersheim par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) ;

VU le courrier du 9 mars 2022 de la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) demandant à l'inspection des installations classées l'état d'avancement de l'instruction de sa demande déposée le 19 avril 2021 susvisée ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2022 visant à proroger d'un an l'autorisation d'exploiter la carrière de Baldersheim ;

Considérant que l'arrêté préfectoral n° 2006-160-13 du 9 juin 2006 susvisé autorise l'exploitation de la carrière de Baldersheim jusqu'au 9 juin 2022 et qu'une demande de renouvellement de l'autorisation, déposée en avril 2021, est en cours d'instruction ;

Considérant qu'au regard des éléments communiqués par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.), le gisement de la carrière n'est pas exploité en totalité, au jour de la demande ;

Considérant que la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) s'engage à poursuivre l'exploitation de la carrière pendant la durée sollicitée dans le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2006-160-13 du 9 juin 2006 susvisé, et à constituer les garanties financières pour la remise en état du site pour la durée d'un an supplémentaire proposée ;

Considérant que, de ce fait, la prolongation d'un an proposée ne modifie pas les conditions d'exploitation actuelles de la carrière et ne génère aucune extension géographique ni impacts environnementaux nouveaux, et ne constitue donc pas une modification substantielle de l'installation au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement et qu'il apparaît possible de permettre à la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) de poursuivre l'exploitation de la carrière jusqu'au 8 juin 2023 ;

Considérant qu'il convient, en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement et en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, d'actualiser les prescriptions applicables pour l'exploitation de la carrière afin d'actualiser la durée de l'autorisation d'exploiter la carrière de Baldersheim par la société Ganter Lavigne Extraction (G.L.E.) ;

Après communication du projet d'arrêté à l'exploitant ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société GANTER LAVIGNE EXTRACTION, dont le siège social est situé 150 rue de Pfastatt – 68260 KINGERSHEIM, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière alluvionnaire située à Baldersheim, lieu-dit Wolfaecker, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

Article 2 : Prolongation de l'autorisation

L'exploitation de la carrière et des installations connexes relevant ou non de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, est autorisée **jusqu'au 8 juin 2023**, soit pour une durée supplémentaire d'un an à compter du terme défini à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 2006-160-13 du 9 juin 2006 susvisé.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation.

En tout état de cause, l'exploitation des installations respecte les dispositions du présent arrêté, des actes préfectoraux antérieurement édictés autorisant et réglementent les installations ainsi que les autres réglementations en vigueur.

Article 3 : Montant des garanties financières

L'exploitant doit disposer de garanties financières de remise en état du site des installations de sa carrière (zone d'extraction de matériaux et zone de stockage de matériaux).

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour la période définie ci-après est de :

Période	Montant (*)
Du 9 juin 2022 au 8 juin 2023	210 593 euros

(*) L'actualisation du montant des garanties financières est réalisée sur la base de :

- indice TP de référence : 616,50
- TVA de référence : 19,6 %
- indice TP01 pris en compte pour l'actualisation : 124,7 (mai 2022 paru au JO du 14.05.22)
- coefficient de raccordement : 6,5345
- taux TVA actuelle : 20 %
- coefficient α $(1,20/1,196) \times (814,85/616,5) = 1,326$

Article 4 : Établissement des garanties financières

Dans un **délai maximal d'un mois** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet au préfet un justificatif de constitution des garanties financières pour la remise en état du site, rédigé dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Article 5 : Sanctions

En cas de manquement aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions et mesures administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : diffusion

Une copie du présent arrêté est transmise à la mairie de Baldersheim pour y être consultée. Un extrait est affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Baldersheim. Le présent arrêté est affiché en permanence et de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Haut Rhin, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est et le maire de Baldersheim sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à la société GANTER LAVIGNE EXTRACTION – 150 rue de Pfastatt – 68260 KINGERSHEIM.

À Colmar, le **- 3 JUIN 2022**

Le préfet
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT

Délais et voie de recours

(article R. 181-50 du Code de l'environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif Strasbourg :

1. par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1. et 2.